

Lorsque nous réclamons la majoration des pensions de vieillesse, des pensions de veuves ou des invalides à un minimum de \$150 par mois, on criera derechef à l'utopie, bien qu'il s'agisse de la façon d'augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs.

Lorsque nous demandons un pré-salaire pour les étudiants, non pas un programme visant à les endetter ou à encourager la paresse, mais un programme susceptible d'aider véritablement ceux qui veulent étudier et devenir quelqu'un dans la vie, nous considérons qu'il s'agit d'un droit comparable à celui de n'importe quel ouvrier, à condition, bien sûr, qu'ils soient sérieusement intéressés à poursuivre leurs études.

Alors, nous suggérons qu'il soit accordé un pré-salaire aux étudiants. Nous sommes un pays où existe la liberté. J'ai vu des pays communistes où l'on verse un salaire aux étudiants; l'Université de Moscou, par exemple. Au fait, j'étais à Moscou avec mon excellent ami, le député de Gaspé (M. Cyr), et nous avons parlé avec des étudiants. Ils n'étaient pas payés bien cher, non, mais ils touchaient quand même \$30 par mois. En Russie, cela représente un montant assez considérable, quand on songe que les ouvriers ne gagnent que \$45 ou \$55 la semaine.

Une telle mesure aiderait les jeunes Canadiens à acquérir une formation, à participer à la création d'une société bien équilibrée. Ils ne songeraient pas à se révolter contre la société, car ils y verraient la possibilité de s'y intégrer. Nos jeunes auraient plus confiance dans l'avenir.

Un autre point sur lequel je veux insister, c'est la dividende nationale. On dit toujours: cela encouragera la paresse et créera de l'inflation. Pourtant, nous n'avons pas eu besoin du dividende national ni du Crédit social pour nous voir aux prises avec l'inflation.

Il y a un an, pour combattre l'inflation, le gouvernement a autorisé la Banque du Canada à hausser son taux d'escompte. Les banques à charte ont alors haussé en spirale leur taux d'intérêt.

Le premier ministre (M. Trudeau) répondait alors: Cela aidera à combattre l'inflation, peu importe si l'on crée des chômeurs. Évidemment, on a créé des chômeurs. Une révolte avortée a eu lieu au Québec. La contestation règne à travers tout le Canada. Même en Colombie-Britannique, à l'extrémité ouest du pays, les jeunes se révoltent contre le système. Le premier ministre se réveille et dit: Pour combattre le chômage, on va diminuer les taux d'intérêt. On diminue donc les taux d'intérêt, sous prétexte de combattre le chômage, et l'on crée encore l'inflation, parce que le système est inflationnaire par lui-même. Où est donc la solution? On joue le peuple d'une année à l'autre.

Nous allons probablement, grâce à quelques milliards de dollars, créer des emplois au printemps et, ensuite, déclencher une élection pour faire croire aux gens que le gouvernement a enfin réussi à combattre le chômage, quitte à ce qu'il y ait plus de chômeurs l'automne prochain.

Quand nous parlons de dividende national, ce n'est pas dans le but de créer l'inflation, mais d'équilibrer le pouvoir d'achat du peuple avec les produits qui existent au Canada. On nous annonce, cette année, que la production nationale brute sera de 90 milliards de dollars et que les Canadiens gagneront environ 65 milliards. Il y aura un écart de 25 milliards entre ce que le peuple produit et ce qu'il gagne. Nous voulons établir l'équilibre entre le pou-

voir d'achat et la production qui existe, entre les biens et les services.

Monsieur l'Orateur, j'ai suggéré, à maintes reprises, qu'on essaie cette solution. N'établissons pas le dividende mensuel immédiatement, afin de ne pas se tromper. Toutefois, je dis au gouvernement de tenter d'appliquer nos solutions.

• (3.50 p.m.)

Le gouvernement doit ordonner à la Banque du Canada de distribuer immédiatement à chaque citoyen canadien, homme, femme et enfant, la somme de \$100. Il s'agirait d'une distribution de pouvoir d'achat n'affectant pas les prix et provenant directement de la Banque du Canada. La masse monétaire serait accrue de 2 milliards 100 millions de dollars. Une famille de dix personnes recevrait \$1,000; une famille de cinq personnes recevrait \$500; une famille de deux, \$200, et un célibataire, \$100. Il ne faudrait pas plus que deux mois pour effectuer un changement au pays.

Si le peuple dispose d'un plus grand pouvoir d'achat, les tablettes des magasins se videront. Les commerçants iront chercher des produits dans les industries. Si les industriels vendent leur production, ils embaucheront des chômeurs pour augmenter leur production. A ce moment-là, grâce aux consommateurs, on aura combattu efficacement le chômage au Canada.

A ce moment-là, on n'entendrait pas dire que la Massey-Ferguson a fait 2,750 mises à pied. On n'entendrait pas parler de fermeture de scieries, d'industries de produits textiles ou autres.

Il y aura toujours d'autres problèmes à solutionner. Nous sommes d'accord là-dessus. Le problème réside dans le manque de pouvoir d'achat.

L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Olson) parle de la surproduction de lait, par exemple, dans la province de Québec; il prétend que notre industrie laitière produit trop, que nous devons punir les producteurs de lait, s'ils produisent plus que leur quota.

Monsieur l'Orateur, c'est un mensonge éhonté à la face de la population canadienne. Je connais des familles à Montréal et dans ma propre circonscription, de même qu'à Hull—et il y en a sans doute aussi à Ottawa—qui auraient besoin de sept, huit ou peut-être même dix pintes de lait par jour pour leurs enfants. Mais on n'a les moyens que d'en acheter une ou deux pintes par jour. Et l'on vient nous parler de surproduction de lait!

Monsieur l'Orateur, c'est d'une sous-consommation de lait, de vêtements, de machines agricoles et d'automobiles dont nous souffrons au pays.

M. l'Orateur: L'honorable député me permettrait-il de l'interrompre, pour un moment, pour porter à son attention et à celle de la Chambre que son temps de parole est écoulé, en vertu de l'ordre adopté par la Chambre plus tôt aujourd'hui. L'honorable député peut, naturellement, poursuivre ses remarques, du consentement unanime de la Chambre.

Une voix: D'accord.

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, je remercie mes honorables collègues, et je n'abuserai pas plus longtemps du temps de la Chambre.

Je désire signaler de nouveau au gouvernement qu'on a ri du Crédit social, qu'on l'a ridiculisé, mais, aujourd'hui,